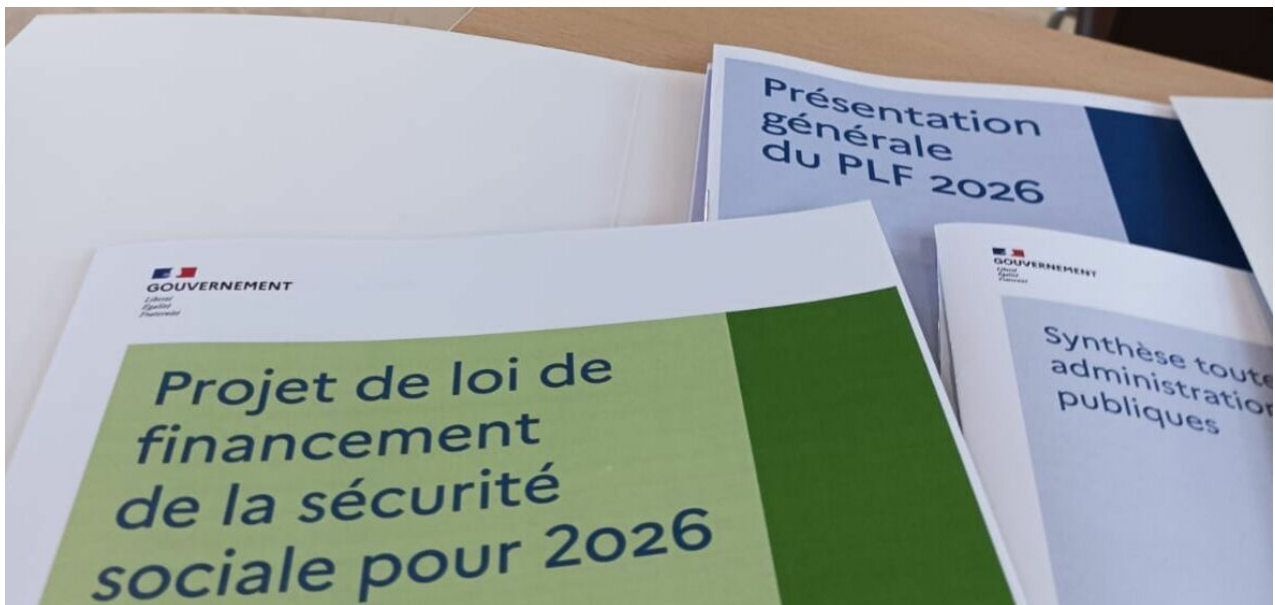


# Un grand danger est à notre porte

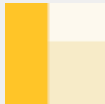
Publié le 11 décembre 2025 par Michel Limousin



©

D'ordinaire les gouvernements avancent leurs mesures de restriction dans le domaine de la protection sociale par petites touches. Avec les PLFSS et les budgets nationaux tous les ans ce sont toujours de nouvelles propositions d'austérité. Mais cette année, c'est différent : la proposition initiale gouvernementale annonce en vrac une série complète de mesures qui sont mises en discussion au Parlement. Et elle est complétée par des mesures inscrites dans le budget national qui sera voté dans un second temps. Ceci est lié à la situation politique actuelle. Les différentes forces politiques ajoutent des amendements qui aggravent un peu plus ce programme. Une surenchère antisociale s'installe même si le premier ministre envisage de suspendre un temps la réforme des retraites. Certes le budget de la Sécurité sociale vient d'être voté par une très courte majorité avec quelques reculs sur ce programme mais cela reste un budget extrêmement négatif.

C'est un florilège de mesures. On a en quelque sorte toute la panoplie qui reste



habituellement sous le coude, délivrée en une fois. Ainsi les citoyens sont bien informés de la politique globale que veulent conduire la droite, l'extrême droite, le centre et certaines formations dites raisonnables... Toutes ces forces politiques vont dans le même sens. L'idée défendue par tous ces députés est que nous dépensons trop dans le domaine social, que le pays serait trop endetté à cause de la redistribution, qu'il y a des abus de la part des malades, que les retraités sont trop riches. Bref selon les discours tout le monde est fautif... sauf les hyper-riches qui font de l'optimisation fiscale, créent leur holding familiale, bénéficient de dispenses de cotisations sociales et reçoivent sans contrôle des financements publics astronomiques.

Alors comment expliquer que le nombre de pauvres augmente sans cesse, touchant de nouvelles catégories sociales et que l'évolution des hyperfortunes en France, mesurée principalement par le patrimoine cumulé, montre aussi une croissance extrêmement rapide et démesurée au cours des deux dernières décennies.

On note ainsi la croissance spectaculaire des 500 plus grandes fortunes. Le patrimoine cumulé par ces 500 plus gros propriétaires d'entreprises et de leur famille a été multiplié par 9,3 entre 2003 et 2023. Le montant total atteint environ 1200 milliards d'euros en 2023 (contre 124 milliards d'euros en 2003). Les richesses se concentrent. Le 1 % le plus riche captait 7,7 % de l'ensemble des revenus avant impôts au début des années 1980, et cette part a atteint 12,7 % en 2022 (selon le World Inequality Database).

La fortune de ces 500 familles les plus riches représentait selon le magazine Challenges l'équivalent de 42 % du PIB de la France en 2024, un chiffre en forte augmentation (30% en 2020). La part du patrimoine détenue par les 10 % les plus fortunés est passée de 41 % à 47 % de l'ensemble du patrimoine des ménages entre 2010 et 2021. La progression des revenus des riches est tirée notamment par les revenus du patrimoine qui ont progressé bien plus vite que les prix au cours des dernières années. Ces français les plus riches seraient aussi les plus riches d'Europe, leur fortune étant estimée 2,5 fois plus élevée que celle de leurs homologues britanniques ou allemands.

Or la quantité de richesses produites par le pays est relativement stable. Le PIB ne progresse pas assez mais tourne autour de 1% annuel. Donc si les riches accaparent une partie toujours plus grande de ces richesses il s'ensuit que la part restante se réduit d'autant ; c'est le reste de la population qui voit son pouvoir d'achat se restreindre toujours un peu plus. Pour maintenir ce système de prédation il faut réduire les dépenses sociales et publiques. Exit les retraites, les soins médicaux, les



investissements publics, l'école, l'hôpital et l'emploi. Le 100% Sécu que nous défendons de façon parfaitement cohérente et raisonnable est enterré. L'article de Catherine Mills que nous présentons en tête de ce numéro donne le détail des renoncements qui sont proposés. On ne pourra pas dire que nous ne sommes pas avertis.

Les médias tenus par les milliardaires nous disent que la meilleure solution est de continuer sur ce chemin délétère : désindustrialisation, recul de l'État dans tous les domaines, financiarisation, concurrence sauvage, protection des grandes fortunes par "l'optimisation fiscale", réarmement et à la fin, la guerre. Chacun pour soi. Les libertariens et l'extrême droite française comme mondiale vont partout dans ce sens.